

Décentralisation ?

Le 4 avril dernier, les conseillers généraux se sont réunis pour débattre du transfert, vers le département, de compétences dans les domaines de l'éducation, des routes, de l'environnement et de la solidarité. Il n'y avait pas obligation de tenir une session du Conseil général sur cette question, mais Pierre Maille a légitimement estimé que le sujet méritait un débat public, tant les incidences des transferts de compétences sont fortes, pour l'institution qu'est le Conseil général comme pour les partenaires du département et pour l'ensemble des Finistériens.

La gauche a été la première à penser et à dire que la décentralisation était une belle idée. Elle a d'ailleurs lancé ce mouvement dès le premier gouvernement de gauche de la Vème République, alors dirigé par Pierre Mauroy. La décentralisation est effectivement une belle idée quand elle s'accompagne vraiment d'une redistribution des ressources entre l'Etat et les collectivités locales et quand l'Etat continue à jouer véritablement son rôle de justice et de solidarité entre les hommes et les territoires.

Tout au long de ces dernières années, la décentralisation a été renforcée par le formidable développement de l'intercommunalité, accompagnée par des contrats de plan fixant des objectifs partagés entre l'Etat et les Régions, alimentée par des dotations de l'Etat en progression régulière garantie. Hélas, ce qui nous est proposé aujourd'hui ne ressemble plus à ce bel élan initial.

Par ailleurs, le climat social se détériore invariablement : le chômage ne cesse malheureusement pas de croître ; les acquis sociaux sont en permanence attaqués par le gouvernement ; les bas salaires deviennent la règle dans le pays alors que les avantages fiscaux sont distribués aux entreprises et aux plus aisés, sans effet positif sur la croissance ou la création d'emplois ; les moyens des services publics sont réduits ; le gouvernement ne respecte plus ses engagements dans le cadre des contrats de plan...

Sous le masque d'une « décentralisation » se cache le projet du gouvernement Raffarin de se délester de charges qu'il ne souhaite plus assumer en espérant du coup faire supporter l'impopularité d'une hausse de l'impôt aux collectivités locales !

C'est dans ce contexte que les conseillers généraux ont débattu de ce transfert de compétences. Soutenant Pierre Maille, les élus de gauche ont estimé qu'il n'était pas possible, en l'état, d'accepter les propositions du gouvernement car, faute d'une évaluation complète et partagée des conditions de ces transferts, ce serait accepter de supporter des charges supplémentaires importantes à l'échelle du département. Une belle idée, celle de la décentralisation, est fort malheureusement dévoyée.

Pour nous, la revendication d'une vraie décentralisation, accompagnée des moyens d'action, reste une exigence.

**Le groupe de la majorité
« Finistère à gauche, Finistère pour tous »**